

Depuis 20 ans, leur parti a bénéficié des majorités les plus élevées que les Canadiens aient jamais accordées à un gouvernement fédéral. Leurs électeurs leur ont-ils dit qu'ils pouvaient gouverner à leur guise, faire cadeau des ressources naturelles du Canada à une société américaine de pipe-lines, et s'ils en étaient empêchés, appliquer la clôture? Est-ce ainsi qu'on doit traiter une démocratie? Il y faut un culot monstre. Je ne peux autrement dépeindre l'attitude d'un Gouvernement qui demande au Parlement d'adopter pareil bill malgré tous les faits établis, bill qui prévoit que les Canadiens paieront 96 p. 100 du coût du pipe-line canadien. Confier ainsi la haute main sur cette grande ressource que l'on pourrait exploiter au moyen d'une société de la Couronne, n'est rien d'autre qu'un affront fait au Parlement du Canada. Nous serions des traîtres si nous nous taisions. Nous trahirions la cause de la démocratie, si nous n'élevions pas la voix pour protester. Nous continuerons de protester tant que durera le débat.

On vend aujourd'hui le patrimoine de générations de Canadiens. Et ceux de demain? Qu'advient-il des grandes ressources de l'Ouest canadien et de leur valeur pour l'économie canadienne tout entière? Que dire des industries établies le long de cette canalisation qui devront, désormais, soutenir la concurrence des industries américaines? Comment l'industrie canadienne pourra-t-elle subsister? C'est une cession sans condition comme on n'en a jamais vue au Canada.

C'est déjà assez et la population du Canada se rappellera que le premier ministre et les membres de son cabinet ont posé leurs mains souillées de pétrole sur l'autel de la démocratie et l'ont profané en bâillonnant l'opposition. Pour la deuxième fois en 89 ans de confédération, le libéralisme est marqué de la tache de la dictature. C'est aujourd'hui un fragment de la démocratie qui meurt. Le gouvernement trahit ceux qui ont mis entre ses mains nos ressources et le dépôt sacré de la démocratie canadienne.

**M. le président:** Je regrette d'interrompre l'honorable député mais je dois l'informer que son temps de parole est expiré.

**M. Thomas:** Si le gaz dégagé ici par les torys et les cécédistes était volatile, nous n'aurions pas besoin d'en importer en Ontario d'ici dix ans. Malheureusement il est dénué d'effets et de vertus.

Dans son discours de tout à l'heure, l'honorable représentant de Vegreville a dit qu'il ne pouvait pas comprendre pourquoi l'opposition officielle devait ainsi s'unir à la CCF. Je pense pouvoir le renseigner. Les torys cherchent depuis bien longtemps, faute de politique fondamentale propre, un prétexte

pour se ruer sur le Gouvernement, et ils ont cru qu'ils en tenaient un. Au milieu de leurs tâtonnements aveugles, ils se sont retrouvés liés au pan de chemise rose sale du parti cécédiste, et ils ne peuvent plus s'en dépêtrer.

L'honorable représentant de Dufferin-Simcoe parlait tantôt de mariages. Je veux lui dire que de cette union sortiront des fruits dont bénéficieront tous les Canadiens. Je suis heureux qu'il admette que nous sommes encore assez jeunes pour nous offrir une lune de miel. Au moins nous ne sommes pas dans l'état de décrépitude qui caractérise l'opposition officielle. Qu'ils le sachent ou non, ils sont dans l'ornière, et entre l'ornière et la tombe, il n'y a qu'une différence de dimensions.

Si j'ai pris la parole ce soir, c'est principalement à cause d'une émission télévisée que j'ai vue lundi soir et au cours de laquelle l'honorable représentant de Rosetown-Biggar discutait de cette question. Je n'ai jamais vu une émission aussi criblée de demi-vérités, de fausses déclarations et d'inexactitudes. Cela pourrait donner des résultats désastreux si la population du Canada s'y intéressait mais, Dieu merci, elle ne s'y intéresse pas. Dans son discours diffusé, aussi bien qu'à la Chambre même, l'honorable député de Rosetown-Biggar a dit que cette somme de 80 millions servirait à l'aménagement du secteur de la *Trans-Canada Pipe Line* entre Edmonton et Winnipeg. Il n'a pas dit à la population qu'il s'agissait d'un prêt à 5 p. 100 remboursable en neuf mois. Il n'a pas dit non plus qu'un intérêt de 5 p. 100 à l'égard d'un prêt de 80 millions de dollars est passablement élevé et que c'est un très bon placement.

**M. Wylie:** Je doute qu'il puisse même faire ce calcul.

**M. Thomas:** Il a parlé aussi, comme le chef de l'opposition, des 83.4 p. 100 des capitaux qui appartiennent aux portefeuilleistes américains. Cela peut être vrai à l'heure actuelle, mais cela n'a absolument rien à voir avec les chiffres ultimes qu'on obtiendra à la dernière étape de l'engagement des capitaux.

**Une voix:** Ce sera peut-être 100 p. 100 alors.

**M. Thomas:** Nous avons l'assurance que 51 p. 100 des actions seront offertes aux Canadiens, et si le Gouvernement est disposé à accepter la proposition soumise par le député de Bow-River ce matin, nous aurons la prépondérance absolue des actions au Canada.

**M. Ellis:** C'est se leurrer d'illusions.

**M. Thomas:** Pour ce qui est des contrôles...

**M. Pallett:** Encore plus d'argent fictif, j'imagine.